

sommaire

Edito

Secteurs locaux
Des restructurations
industrielles au
détriment de l'emploi !
(page 2)

**Industries électrique
et gazière**
EDF R&D :
vers un nouveau site
sur le plateau de Saclay ?
(page 3)

Instances
Congrès de l'Union
régionale Ile-de-France
(page 4)

Syndicat Energie Chimie Ile-de-France
7 rue Euryale Dehaynin
75019 Paris
Tél. : 01 42 03 88 70
Fax : 01 42 06 22 03

Directeur de publication
Didier Lefevre
Responsable de rédaction
Fabienne Malfroy
Maquette
Marion Dauchot

n° CPPAP 0107 S 07122
n° ISNN 1156 2900
Trimestriel

Impression
Imprimerie Napoléon Alexandre
23 rue Victor Hugo
93500 Pantin

édito

- + - = 19 mars 2009 !

La crise frappe le SECIF- Cfdt de plein fouet. Dressons le bilan par branche.
Pharmacie : suppression d'emplois chez Sanofi-aventis France (-967), Pfizer (-1061), Roche (-101), UCB Pharma (-195), Novartis (-250), AstraZeneca (-327), GSK (-315), chômage technique chez Atrios (trois mois).

Chimie : Henkel à Nemours (-20), Henkel Sti à Serrys (-13), Rieter Automotive (-51). Délocalisation de Deb Arma en Grande-Bretagne, fermeture de Saria Industrie et du site distribution Nina Ricci dans le 77 (-50 salariés).

Verre : Corning (-19), Saint-Gobain (-60 en 2010). Chômage technique de longue durée pour Rioglass et à Bormioli Luigi.

Plasturgie : Inergy Automotive Systems avec fermeture du site et 65 suppressions d'emplois.

Papier-carton : chômage technique à Smurfit Kappa.

Caoutchouc : suppression d'emploi chez Polyone (-100), ED&G Man (-9).

Cette liste n'est pas exhaustive et ne fait que s'amplifier. Dans ce contexte de crise vécu concrètement et après la mobilisation exceptionnelle du 29 janvier, le président Sarkozy a été contraint de proposer aux organisations syndicales un sommet social le 18 février 2009. A ce sommet, François Chérèque a réaffirmé les objectifs prioritaires de la Cfdt : mise en place d'un fonds d'investissement social + soutien du pouvoir d'achat pour relancer la consommation et l'économie, renforcement du dialogue social au sein de la fonction publique + coordination renforcée des politiques européennes.

Le 18 février, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre des mesures sociales pour l'emploi et a proposé des concertations ou des négociations aux partenaires sociaux sur des thèmes tels que la répartition de la valeur ajoutée, la gouvernance d'entreprise, la modernisation des IRP.

A la sortie de la rencontre, la Cfdt a constaté que les syndicats ont obtenu un début d'inflexion de la politique gouvernementale mais que ces mesures sont insuffisantes tant sur le montant que dans la source de financement, en conséquence la journée de mobilisation du 19 mars est confirmée. Les revendications porteront sur la défense de l'emploi privé et public, sur la lutte contre la précarité, sur le maintien du pouvoir d'achat des salariés, chômeurs et retraités, sur la défense du cadre collectif et solidaire de la protection sociale.

Souhaitons que la mobilisation du 19 mars aura été exemplaire car cette journée demeurera cruciale pour la défense des salariés. ■

Didier Faure et Sylvie Polvèche

En bref...

Interro surprise !

La Confédération organise en mars 2009 une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif d'adhérents CFDT. Cette étude, dont les résultats seront publiés à l'automne 2009, permettra à la CFDT de mieux connaître ses adhérents, leur rapport quant aux valeurs défendues par notre organisation syndicale comme la solidarité, l'équité, la non discrimination, etc., mais aussi, plus globalement, le rapport qu'ils entretiennent aux institutions (partis politiques, Etat). Dans quelle mesure son action syndicale influe dans le quotidien d'un adhérent CFDT ? Ses préoccupations, son engagement, sont-ils d'abord portés vers l'emploi ? Le pouvoir d'achat ? L'environnement ? Réponse après analyse des paroles des heureux sélectionnés dans quelques mois.

Pharmacie

Les conseils d'administration des groupes pharmaceutiques américains MSD.C et Shering-Plough ont annoncé hier avoir trouvé un accord pour fusionner. MSD.C va acheter son concurrent pour 41,1 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Un PSE est déjà dans les tuyaux.

Le SECIF apporte son soutien à une mobilisation

Un mouvement qui se poursuit... déjà plus de 27 jours de grève. Le 25 septembre 2008 Bristol Myers Squibb annonce une réorganisation mondiale se traduisant par des pertes d'emploi. En France les deux sites de Meymac en Corrèze (160 salariés) et Epernon (220 salariés) sont concernés. Le SECIF-CFDT a apporté son soutien en fournissant du matériel pour la visibilité le 17 février 2009 lors de la mobilisation devant le siège social situé à Rueil-Malmaison, où l'exécutif du syndicat et la fédération étaient représentés. L'ensemble des salariés et les organisations syndicales ont tenu à jour un blog (<http://plansocial.bms.over-blog.com>), Jean-Jacques Chiron délégué syndical de Meymac a tenu à remercier l'ensemble des structures pour leur soutien. N'hésitez pas à leur rendre visite sur leur blog pour les soutenir.

Secteurs locaux

Des restructurations industrielles au détriment de l'emploi !

Sud Seine et Marne, un bassin d'emplois en danger

Le 03 février 2009, les élus locaux avec les organisations syndicales ont évoqué la situation du bassin d'emplois de Nemours avec des représentants du Conseil régional dont le vice-président Daniel Brunel en charge de l'emploi :

Thomson Vidéoglass à Bagneaux sur Loing devient **Rioglass France** en juin 2005. Le site, spécialisé jusqu'alors dans la fabrication de tubes cathodiques avec 440 salariés, s'orientait vers la transformation de verre plat avec seulement 300 salariés. Le groupe espagnol Rioglass au terme de trois ans d'activité vient de céder le 13 janvier 2009 la totalité de ses actions Rioglass France au groupe Prevent (12000 salariés) sous-traitant de Volkswagen. Pour Pascal Geoffroy délégué syndical CFDT « la nouvelle direction annonce déjà des suppressions d'emplois au-delà du chômage partiel déjà en vigueur ! Il faut en finir avec ces entrepreneurs qui ne courent qu'après les subventions sans aucun projet industriel réel. »

Saint-Gobain Quartz : c'est 87 emplois sur 128 qui doivent être supprimés, avec une fermeture du site de Nemours en 2010. En juin dernier, le Comité d'entreprise avait annoncé seulement 70 suppressions d'emplois. Des salariés devraient être mutés dans une autre usine du groupe Saint-Gobain : cristaux et détecteurs, située à Saint-Pierre-lès-Nemours.

Corning : A la fin 2000, il y avait 500 salariés. On en compte 350 maintenant. L'entreprise vient de terminer un nouveau PSE avec 19 suppressions d'emplois.

Henkel Technologie a supprimé 13 emplois sur le site de Serrys ! **Nina Ricci** délocalise en Espagne son service distribution avec 50 suppressions d'emplois !

La réunion avec les élus locaux n'a rien donné de concret. Nous étudions pour le mo-

ment avec l'UD de Seine et Marne et sa secrétaire générale Isabelle Bouquet la possibilité de recourir à des fonds de formation professionnelle de sorte que les salariés en chômage partiel ou dont le poste est menacé de suppression puissent bénéficier d'action de formation ou de reconversion dès maintenant !

Bassin d'emploi de Cergy et du Vexin (Val d'Oise) : rien ne va plus !

Le 18 février l'UD 95 et son secrétaire général Olivier Dacheux avait organisé en intersyndicale devant la préfecture de Cergy-Pontoise (95) une manifestation pour marquer notre inquiétude quant à l'emploi

fortement menacé sur le secteur et pour exiger une rencontre avec le préfet, les partenaires patronaux et les services de l'Etat pour aborder cette question dans les meilleurs délais. Pour le SECIF-CFDT, des militants d'**Inergy Automotive Systems** (PSE en cours de 121 salariés), du **Joint Français**, de **Griffine** étaient pré-

sents de même qu'une délégation de l'exécutif du syndicat. Nous avons obtenu gain de cause : la réunion est programmée en mars ! La situation est plus que difficile chez Griffine et nous redoutons l'annonce d'un PSE courant mars. L'après-midi du 18, nous étions donc à l'UD 95 pour dispenser notre module de formation sur le plan de sauvegarde de l'emploi. S'étaient joints des militants de **Polyone SAS France**, section syndicale du caoutchouc, qui subit actuellement un PSE de 27 suppressions de poste sur le site de St-Ouen-L'Aumone comptant 85 salariés.

La période est morose mais plus que jamais nous nous devons d'être solidaires les uns les autres et votre syndicat SECIF-CFDT se mobilisera à chaque fois qu'il le faudra pour soutenir sur le terrain nos militants et adhérents ! ■

(...) « la nouvelle direction annonce déjà des suppressions d'emplois au-delà du chômage partiel déjà en vigueur ! Il faut en finir avec ces entrepreneurs qui ne courent qu'après les subventions sans aucun projet industriel réel. »

Industries électrique et gazière

EDF R&D : vers un nouveau site sur le plateau de Saclay ?

La recherche en France connaît une réorganisation en profondeur : création de pôles de compétitivité ou de Campus, rapprochement des Grandes écoles, réforme des universités.

Le projet de création du Campus du plateau de Saclay est soutenu par l'Etat avec une incitation au développement de centres de recherches et de partenariats publics-privés. Ce projet est partagé par nombre d'établissements d'excellence scientifique : CNRS, CEA, Danone, INRIA, Thales, Université d'Orsay, X, ENSEA, ECP, ENS Cachan...

L'ambition est de placer cette zone parmi les grands campus mondiaux d'innovations d'ici 2020.

Le directeur d'EDF R&D a annoncé, le 4 septembre 2008, aux agents du site de Clamart qu'il avait obtenu du Top 4 d'EDF l'autorisation de lancer une étude pour créer un site de R&D sur le plateau de Saclay destiné à accueillir les équipes de Clamart (1 220 agents).

Les OS participent à la commission de concertation locale créée par la direction.

Consultation du personnel organisée par les OS le 5 février 2009 : 66 % des inscrits se sont exprimés. 29 % sont « pour » le projet ; 71 % « contre ».

En CE du 10 février, la CFDT déclarait : « La CFDT se positionnera pour ou contre le projet Saclay à l'issue de l'étude de faisabilité. Le résultat du vote du 5 février pèsera de façon importante sur notre décision. Ce résultat montre, selon nous, que l'augmentation du temps de trajet et la désorganisation familiale qu'elle engendrera sont des points clés de ce projet. La direction, si elle veut emporter l'adhésion du personnel, devra donner des garanties ou des compensations à la hauteur de ce qui peut être perçu comme un désagrément important ».

La section s'est rapprochée de l'Union régionale CFDT pour obtenir toute information relative à l'aménagement du territoire afin d'interpeller la Direction dans les semaines qui viennent. A suivre... ■

Pour toute info, contactez : christian.leny@edf.fr

Chimie

Unilever : une section qui a le vent en poupe

La section Unilever dans le 92 à Rueil-Malmaison a été créée en 1999. Témoignage de Laurent Molinier : « Depuis trois ans la CFDT alors deuxième force syndicale des ventes de l'établissement vente d'Unilever a été mise à l'écart du « pouvoir » et des « décisions » par le biais d'alliance. Aussi j'ai entamé depuis mai 2007 en vue des élections de mars 2008, un programme de recrutement dans l'établissement afin d'asseoir mon réseau. De 15 adhérents, je suis passé à près de 76 en fin février 2009. Bien m'en a pris puisque nous sommes passés première force syndicale des dernières élec-

tions établissement ventes, avec 45 % des voix des suffrages valablement exprimés. Le travail que nous avons fait, Chantal Baunard (DSC) et moi-même (DS) dans toutes les instances CE/CCE/CHSCT et autres commissions porte ses fruits puisque les élections de l'établissement siège où Chantal est relativement nouvelle se sont révélés être un plébiscite pour la CFDT avec 3 postes sur 4 en CE titulaire. Aux vues du nombre de voix et de sièges obtenus sur tous les scrutins de tout Unilever France, la CFDT est majoritaire et donc incontournable pour tous les accords d'entreprise à venir... ■

Infos pratiques

@ et téléphone

Il est important de maintenir notre fichier d'adhérents à jour, avec vos coordonnées actuelles. En cas de changement, pensez à nous communiquer vos numéros de téléphone et adresses mail

Pour tout renseignement, contactez Nadia ou Baya au 01 42 03 88 70



Les attestations fiscales seront envoyées aux délégués syndicaux dans la première quinzaine du mois d'avril

Union régionale CFDT Ile-de-France

Congrès les 23, 24 et 25 juin 2009

Le congrès régional précédent avait lieu en 2005 à Issy-les-Moulineaux. Arrivé au terme de 4 ans, le prochain se tiendra les 23, 24 et 25 juin 2009 au théâtre Simone Signoret de Conflans-Sainte-Honorine dans les Yvelines.

La résolution d'orientation portera sur les défis de la CFDT face à une société en mutation et dans un contexte de crise financière, économique et sociale dont on ne connaît aujourd'hui ni la durée ni l'ampleur. Le premier de ces défis est celui de l'emploi et des leviers pour favoriser la sécurisation des parcours des salariés, tant au niveau professionnel que sur le territoire. Le deuxième est celui du développement syndical, dans le cadre des nouvelles règles de représentativité. Face à ces enjeux, la résolution de l'Union régionale propose en particulier un travail renforcé au service de ses équipes syndicales.

Le SECIF-CFDT dans sa Résolution lors

de son dernier congrès en 2008 a inscrit comme l'une de ses priorités son besoin de continuer de renforcer ses liens avec l'interpro francilien (l'Union régionale et ses Unions départementales).

Lors de notre dernier Conseil syndical nous avons décidé d'organiser une assemblée générale pour pouvoir s'approprier les textes, débattre et travailler sur les amendements que le SECIF-CFDT déposera.

Cette assemblée générale aura lieu le 23 mars 2009. Une présentation sera faite des textes de congrès par deux membres de l'exécutif de la Région (Françoise Lareur, secrétaire générale, et Philippe Lengrand, secrétaire général adjoint) et laissera place à un débat. L'après-midi un travail en groupe sur la Résolution nous permettra de mettre en exergue les amendements que le SECIF proposera à la Région. Souhaitons que les amendements seront nombreux et constructifs. Affaire à suivre... ■



Représentativité syndicale

La nouvelle donne

Qui dit changements dit nouvelles règles ! Le contenu de la nouvelle loi du 21 août 2008 doit être assimilé parfaitement pour mieux gérer notre quotidien syndical : ce fut un sujet important de notre AG du 17 octobre dernier.

Rappel : il est primordial pour le SECIF-CFDT d'anticiper les résultats de vos futures élections : si pour la plupart vous atteindrez sans peine les 10 % de représentativité, il va en être tout autrement pour ceux qui seront recalés... La nouvelle désignation passera alors par un représentant de section syndicale avec des modalités spécifiques :

- Il représente le syndicat et a le statut de salarié protégé.
- Il est libre de se déplacer à l'intérieur et hors de l'entreprise
- Il anime la section syndicale

Mais,

- il n'a pas la capacité de négocier
- dans les entreprises de + de 50 salariés il a 4 heures seulement de délégation...
- dans les entreprises de moins de 50 salariés il doit être élu DP et n'a pas de crédit d'heures spécifique...
- il voit son mandat suspendu s'il recueille moins de 10 % à l'élection suivant sa désignation...
- Il ne pourra être re-désigné que 6 mois avant la prochaine élection.
- Si aucun DS n'a été désigné et aucune autre solution de négociation mise en place entre 2 élections, un RSS ayant pouvoir de négocier des accords peut être désigné par un syndicat.

En résumé, il est important de rester attentif à tous ces bouleversements : si tout

continuera à rouler dans les sections bien en place, il va en être différemment pour les petites structures et les nouvelles implantations. La motivation de tous sera primordiale et vectrice de réussite... ou d'échec ! Ne pas se voiler la face mais faire front à toutes les difficultés envisageables, c'est le travail de toute l'équipe du SECIF-CFDT auprès de tous ses militants pour ces prochains mois... et années !

Objectif : tous à + de 10 % !

Pour vous y aider, merci de nous faire connaître au plus vite vos dates de prochaines élections, ainsi que les résultats et les dates des précédentes pour établir un prévisionnel par branche d'activité : Baya et Nadia collecteront ces informations. ■